



l'Union européenne souffre d'une dépression et d'une crise existentielle.  
© 123rf

4 minutes de lecture

## Europe

Dusan Sidjanski,  
Professeur émérite à  
l'Université de Genève  
Ancien Conseiller  
spécial du Président  
de la Commission  
européenne (2004-  
2014)  
Publié jeudi 23 mars  
2017 à 18:35, modifié  
jeudi 23 mars 2017 à  
19:35.

### LETTRE OUVERTE

## «Cher M. Juncker, vous avez démissionné...»

**L'ancien conseiller spécial de José Manuel Barroso, le professeur Dusan Sidjanski, interpelle Jean-Claude Juncker et sa Commission qu'il accuse de «démission collective» alors que l'on célèbre le 60e anniversaire des traités de Rome**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Membres de la Commission européenne,

Je prends la liberté de vous adresser la présente lettre concernant votre «contribution collective» à la célébration du 60e anniversaire des Traités de Rome.

Au lieu d'un «projet pour l'Union européenne, ses Etats membres, ses peuples et ses citoyens», vous avez présenté un «Livre Blanc» original qui esquisse cinq scénarios. De cette manière, vous attendez que les Etats membres fassent le «choix de l'Europe». Ces scénarios ne sont pas des réponses de l'Union au faisceau de menaces qui pèsent comme une épée de Damoclès sur l'Union et sur ses citoyens.

Votre «contribution» à Rome est en fait une démission collective de la mission que depuis la création de la Communauté économique européenne en 1957 a été attribuée à la Commission. La Commission avait pour tâche essentielle de formuler des propositions tenant compte des intérêts des Membres et de l'intérêt général européen. Or, la Commission et son Président ont préféré se décharger de leur responsabilité et abandonner le sort de l'Union aux gouvernements des Etats membres.

### **Manque de courage**

Le «Livre Blanc» ne tient pas compte de la réalité de l'environnement mondial et de la nouvelle répartition des pouvoirs mondiaux; de l'incertitude créée par le Président Trump quant à l'engagement de l'Amérique qui coïncide avec la montée de superpuissances telles que la Chine, l'Inde, le Brésil et le retour de la Russie. Sans oublier le fait que cette revenante dispose d'une force nucléaire comparable à celle des Etats-Unis. Alors que le monde entre dans une période d'instabilité et de course à l'armement, l'Union européenne souffre d'une dépression et d'une crise existentielle.

La Commission n'a-t-elle pas le courage de faire le diagnostic des crises qui s'abattent simultanément sur l'Union? Et de constater que l'intégration secteur après secteur qui selon la stratégie de Jean Monnet devait aboutir à l'Union politique, est arrivée à sa limite! Que l'échec de la Constitution, comme la Grande dépression de 2008 ont fragilisé les sociétés et leurs démocraties. Que les promesses d'une Europe unie de paix, de prospérité et d'Etat de droit ne sont que partiellement réalisées quand elles ne sont contredites par les faits que vivent les citoyens et qui divisent l'Ouest et l'Est, les démocraties des régimes autoritaires, le Nord et le Sud, les puissants des moyens et petits Etats. Qu'au lieu de la prospérité, de nombreux Etats connaissent le chômage, la paupérisation, les mesures d'austérité et une dépression

profonde, l'ensemble de ces facteurs faisant le lit des national-populismes, et d'extrémismes de gauche et de droite. A ce courant d'euro-scepticisme, d'opposition à l'Union, l'effet du Brexit apporte son lot tout en appelant au réveil des 27!

### **Une zone euro problématique**

Paradoxalement, l'avant-garde qu'est la Zone euro est une structure sans transparence ni contrôle démocratique. En effet, ni l'Eurogroupe ni la BCE ne sont responsables devant le Parlement européen. La Commission seule est responsable devant le Parlement. Sans réforme de la Zone euro et la réintroduction de la majorité qualifiée, sans une autorité politique, la survie de l'euro n'est pas assurée. L'histoire ne connaît pas de monnaie unique sans un pouvoir souverain.

La sécurité européenne, dont les éléments existent dans le traité de Lisbonne en réponse à la stratégie sans frontières des terroristes, mérite d'être complétée sous l'impulsion de l'Autorité politique et sous le contrôle du Parlement. Il en va de même pour la «défense européenne» qui selon le principe démocratique doit être assujettie au pouvoir civil. Les Etats membres et les citoyens demandent à la Commission de formuler une proposition structurée à l'adresse du Conseil européen.

J'espère que cet appel d'un Européen de toujours, traduit ma conviction que la Commission a un rôle clé à réassumer pour l'avenir de l'Union européenne. Nous Européens, n'avons pas perdu toute espérance.

---

Suivez toute l'actualité du Temps sur les réseaux sociaux

**FACEBOOK**

**TWITTER**

**YOUTUBE**

**INSTAGRAM**